



LE SYNDICAT NATIONAL DES CHERCHEURS SCIENTIFIQUES (SNCS-FSU)  
S'ADRESSE AU MONDE DE LA RECHERCHE

## Aujourd'hui : la recherche à l'encan Demain : une priorité nationale ?

**Au moment où se prépare le budget 2012, où de nouvelles procédures visent à affaiblir plus encore le rôle des organismes et des universités (IdEX, LabEX, mais aussi RGPP), le SNCS-FSU s'adresse à vous pour vous présenter ses analyses. En cette période, les candidats et les partis politiques préparent leurs programmes pour les élections de 2012. Il est fondamental que l'enseignement supérieur et la recherche soient l'un des enjeux du scrutin. C'est avec cette pensée que nous vous soumettons nos propositions. Les scientifiques doivent se faire entendre.**

### Une détérioration dramatique de nos métiers et du bonheur de chercher

Combien d'entre nous ne supportent plus ce piège qui se referme sur eux ? La liberté d'initiative scientifique disparaît progressivement, tout comme la possibilité de traiter sérieusement ses propres sujets. On tente d'y travailler quand même tout en se camouflant, on répond aux appels d'offre sur des thématiques à la mode, celles de l'ANR ou celles qui pourrissent dans les méandres du « Grand emprunt ». Absurdité d'un système schizophrène : on y entre parce qu'il n'y a presque plus de crédits de base, on passe son temps à monter des projets pour survivre et à évaluer ceux des autres pour rester dans le circuit.

Pour les chercheurs, le lot commun c'est la fatigue, le dégoût, la colère. De la « mise en compétition au premier euro » pour commander les produits courants, y compris pour les achats les plus élémentaires (fournitures, petite informatique), à la course aux contrats, en passant par l'amélioration des « indices quantitatifs », c'est un carcan bureaucratique et autoritaire qui ensere le monde de la recherche.

Les préoccupations du chercheur concernent désormais moins l'état d'avancement de ses travaux, l'opportunité d'avoir choisi tel sujet, la façon de faire évoluer sa recherche, le plaisir de faire une avancée scientifique que la peur d'avoir raté un appel d'offre, l'angoisse dans l'attente des résultats du précédent ou des alliances tactiques à nouer pour le prochain. La temporalité de la recherche a changé : l'horizon s'est rapproché, il est de la durée des contrats. Le champ des

possibles s'est rétréci car, pour gagner aux lotos pilotés par le ministère, mieux vaut rester dans les thèmes prioritaires du gouvernement. Les motivations des générations antérieures de chercheurs, faire avancer les connaissances et aider aux progrès de l'humanité, sont devenues des utopies d'un autre monde. Ou, du moins, d'un autre gouvernement.

Le laboratoire, que nous voulons un lieu de solidarité scientifique et humaine, porteur d'une problématique scientifique à long terme dans la plupart des disciplines, se délite face aux forces engendrées par les appels d'offre et par la baisse des crédits de base. Ce phénomène s'accroît fortement avec les LabEx, IdEx et autres « Ex » (1). Désormais c'est la compétition systématique, entre individus, équipes, laboratoires, établissements, régions. C'est la logique du tous contre tous, même si certains tentent de résister collectivement.

Au sein des laboratoires, dans les services et les administrations, les personnels statutaires ont été massivement remplacés par des précaires (les chercheurs CNRS sont aujourd'hui moins nombreux qu'il y a 20 ans), des CDD (15000 générés par l'ANR, d'après la Cour des comptes), dont la plupart n'auront le choix, en fin de contrat, qu'entre le chômage, la reconversion ou le départ. Pas étonnant que le doctorat et les carrières universitaires ou de recherche soient de moins en moins attractifs pour les jeunes...

S'il n'y a plus de repères, c'est parce qu'on a détruit l'évaluation scientifique, collective, contradictoire et effectuée par des pairs élus. Elle a été remplacée par ce pachyderme

→

(1) Procédures par appels d'offre opaques du Grand emprunt.

→ technocratique et opaque qu'est l'AERES, machine à mouliner des rapports d'« experts » et à noter les laboratoires, notes qui auront droit de vie ou de mort sur les formations et sans possibilité d'appel. On voit fleurir les « classements » (ah, Shanghai !), la bibliométrie, outil absurde de jugement d'un individu ou d'un laboratoire, ainsi qu'un nombre surréaliste de critères « quantitatifs » fondés sur des indicateurs dont les instances scientifiques, celles par exemple du CNRS et de l'Inserm, ont montré qu'ils sont plus que discutables.

C'est de toutes ces inepties, de ce crétinisme, prétendument inspirés du modèle anglo-saxon, qu'émerge le flamboyant concept « d'excellence », qui va déterminer les « périmètres » des IdEx, les chances d'obtenir un LabEx, voire une dotation ANR, argument massue pour avoir la PES, reconnaissance de « l'excellence individuelle » qui, à son tour, sera un argument pour obtenir une nouvelle ANR, qui sera... etc.

Cette « excellence »-là, c'est avant tout la capacité de s'adapter, sans état d'âme, au conformisme intellectuel dicté par le gouvernement. Cela peut être un légitime instinct de survie. Cela n'a plus aucun rapport avec la science.

## S'opposer par tous les moyens à la démolition de notre système

### Une volonté constante depuis 2002

Ces changements profonds résultent de la volonté de la droite, dès son retour en 2002, de bouleverser les finalités, les structures et les modes de financement de la recherche. Après la forte baisse des crédits des organismes (-30 % au CNRS en 2003), l'annonce de la transformation de 550 emplois de chercheurs en CDD entraîna en 2004 le mouvement « Sauvons la Recherche » qui, avec les organisations syndicales, fit reculer le pouvoir et permit de créer 6000 emplois d'enseignants-chercheurs. Mais le pouvoir n'a pas renoncé !

Depuis 2004, année après année, mesure après mesure, le gouvernement a avancé, parfois avec difficulté, dans son entreprise de démolition de notre système d'enseignement supérieur et de recherche, dans un contexte général de raréfaction des emplois budgétaires. Avec quatre objectifs principaux :

- Piloter directement l'ensemble de la recherche publique, avec une conception toujours plus finalisée et utilitariste, « tournée vers l'innovation », qui n'admet la recherche fondamentale que quand elle est orientée vers ces finalités ;
- Imposer une temporalité rétrécie à la

recherche, les projets de court terme se substituant à la vision à moyen terme du laboratoire, avec les CDD et la précarité qui en découlent ;

- Imposer une autre géographie nationale à la recherche, en s'appuyant sur la mise en concurrence des régions et des universités, au travers notamment des IdEx ;
- Remplacer par une gangue technocratique de comités nommés les instances scientifiques légitimes où siègent une majorité de chercheurs, d'ingénieurs et d'enseignants-chercheurs élus.

### De l'ANR au « Grand emprunt »

L'ANR et l'AERES ont été les premières étapes d'un processus qui visait d'abord à aplanir l'obstacle à cette mainmise que pouvait constituer l'existence des organismes de recherche et les laboratoires. Ensuite, la loi LRU a vidé l'autonomie scientifique des universités de tout contenu réel. Tel Saturne dévorant ses propres enfants, le gouvernement s'est servi de ces premières structures comme de tremplins pour aller beaucoup plus loin, en utilisant le levier de l'emprunt national, ce leurre.

L'ANR, pieuvre omnipotente, qui coûte plus cher (2) qu'elle ne distribue, est devenue le gestionnaire central de tout ou presque, même quand elle n'a aucune compétence pour le faire. Le choix des thèmes « prioritaires », enfermés dans les créneaux étroits de la SNRI (3), passe désormais aux Alliances et aux jurys des LabEx, dont chacun sait le honteux tripatouillage auquel ils ont donné lieu, insultant ainsi le travail sérieux fait par de nombreux candidats. Phare officiel de la réussite gouvernementale, même la LRU a été détournée. Pas un seul Conseil d'Administration, pas un seul Conseil Scientifique n'a eu à s'exprimer sur le contenu des candidatures aux LabEx, IdEx et autres Ex financés par le soi-disant « grand emprunt » dont les intérêts sont compensés dès 2011 par la baisse des crédits des laboratoires et des programmes. Sur un même territoire peuvent désormais exister un PRES, une FCS (4), un Campus, un IdEx aux contours différents. Ce que la Cour des comptes appelle « l'empilement supplémentaire des labels et des structures et la complexification des relations entre les acteurs ».

### Une démolition de la science freinée par les scientifiques

Cette démolition s'est heurtée à l'hostilité croissante des personnels et à l'action de l'intersyndicale, à l'hostilité des directeurs de laboratoire, ainsi qu'à la résistance acharnée du

(2) Sur le coût des salaires (charges comprises) des personnels qui préparent et évaluent les dossiers (y compris des perdants), voir [http://www.snscs.fr/article.php3?id\\_article=2838](http://www.snscs.fr/article.php3?id_article=2838).  
(3) Stratégie nationale de recherche et d'innovation, élaborée par quelques comités nommés et réécrite par le ministère. (4) L'argent public transite par ces Fédérations de coopération scientifiques qui contournent les instances officielles.

Conseil scientifique du CNRS et du Comité national de la recherche scientifique. De ce fait, les organismes de recherche (CNRS, INSERM, IRD, INRA, INRIA, etc.) n'ont pas été démantelés comme prévu, même s'ils ont été fortement affaiblis. Certes, pour des raisons idéologiques ou d'intérêt personnel, voire de corporatisme institutionnel (merci la CPU !), quelques scientifiques ont collaboré activement avec le gouvernement. Mais bien plus nombreux furent ceux qui ont jeté du sable à pleines poignées dans les rouages de la machine infernale : prises de position collectives, refus d'expertise ou bataille à l'intérieur des comités, refus de participer à la distribution des PES, démission des comités ANR il y a deux ans, utilisation des financements sur projets pour faire la recherche qu'ils souhaitaient, etc.

C'est dans cette voie qu'il faut persister, en récusant ce système de fausses valeurs, en raillant l'indécence de ceux qui crient cocorico dès qu'ils ont gagné à des compétitions dévastatrices et truandées, en refusant de se gargariser sur « l'excellence » qui n'est qu'un médiocre conformisme, en rappelant, à chaque fois que la ministre pose une première pierre (gageons qu'elle le fera chaque semaine jusqu'aux élections), qu'elle n'a pas investi (en euros constants) un centime de plus dans l'Enseignement supérieur et la recherche depuis 2007.

C'est ensemble, personnels des organismes et des universités, sur chaque site, dans chaque instance, dans toutes les régions qu'il faut multiplier les échanges, les prises de position, les contacts avec la presse locale, les discussions avec les élus et citoyens. Au-delà, il nous semble que le moment est venu d'une grande initiative rassemblant les scientifiques, par delà leur engagement personnel ou celui des organisations. Le SNCS-FSU soutiendra de toutes ses forces une telle initiative.

### Un enjeu pour le pays : en convaincre les élus, les médias et la population

Ce n'est pas un hasard si, en 2002, s'inversent simultanément les courbes du financement de la recherche et du solde du commerce extérieur de la France, ce dernier atteignant aujourd'hui des déficits abyssaux. Certes, il n'y a pas de relation mécanique entre les deux phénomènes, mais tous deux témoignent de la désinvolture avec laquelle la droite a traité ces secteurs d'avenir que sont l'enseignement, la recherche publique, les technologies de pointe et même les PME innovantes indépendantes.

Car le constant est là : troisième puissance

mondiale pour l'effort de recherche à la fin du gaullisme, cinquième en 1985, septième en 1995, la France est désormais à la quatorzième place mondiale pour la dépense intérieure de recherche et de développement par rapport au produit intérieur brut (5). Après la dégringolade fantastique de notre effort (par rapport au PIB) entre 1993 et 1997, suivie d'une trop faible remontée entre 1997 et 2002, la droite n'a pourtant pas été avare de promesses et de mensonges : « Avec moins de 2,2 % du PIB, la recherche française ne peut plus faire face à la compétition internationale [...] le montant des dépenses consacrées à la R&D doit être porté à 3 % du PIB avant la fin de cette décennie », disait en 2002 le candidat Chirac. En 2007, Sarkozy a repris le même objectif pour 2012. Aujourd'hui, nous sommes autour de 2,2 % et il y a peu de chance que les 2,23 % de 2002 soient dépassés dix ans plus tard.

Vus plus en détail, les moyens de la recherche publique et des universités stagnent depuis 2002, plus encore depuis 2007 (6), malgré les grands coups de trompette de la ministre qui présente comme des augmentations de simples changements de mise en forme budgétaire. Il n'en résulte pas seulement un fort affaiblissement de la France en matière d'enseignement supérieur et de recherche, mais aussi un sabotage de la formation des enseignants, un déséquilibre massif entre les territoires du fait des procédures de l'emprunt. À cela s'ajoute une adaptation étroite de la formation à la politique de désindustrialisation, qui a conduit au chômage de masse que l'on sait.

Car le plus grand désastre, c'est que l'effort de la recherche privée en France stagne depuis 2002, d'après l'OCDE, alors que dans le même temps les autres pays progressaient très fortement (Corée du Sud : + 76 %). Et pourtant le taux d'aide directe ou fiscale de l'État au privé est en France le premier au monde (Crédit Impôt Recherche : 5 milliards d'euros). En l'absence d'obligation de résultats, les grands groupes ont recyclé ces aides dans leurs profits.

De ce fait, notre retard s'est accru dans la plupart des nouvelles technologies, les industries traditionnelles ont été peu modernisées, les grandes entreprises publiques porteuses de recherche ont été privatisées, le tissu de PME innovantes et indépendantes reste fragile.

Face à une désinformation systématique, il appartient au monde de la recherche de faire connaître cette situation aux citoyens, aux parlementaires, aux élus locaux, au monde associatif et syndical et aux médias. Le but de ce texte est de leur donner des arguments et des références pour les y aider.

→

[5] OCDE, « Principaux indicateurs de la science et de la technologie », 2010.

[6] <http://blog.educprofs.fr/henriaudier/2010/11/15/l'illusion-par-excellence-entre-2007-et-2011-la-croissance-budgetaire-reelle-a-ete-negative/>



## Changer de cap

Que devra faire le nouveau gouvernement en 2012? Le SNCS-FSU a fait des propositions lors de son dernier Conseil syndical national: on s'y référera pour des précisions sur les principes énoncés ci-dessous (7).

### Les principes

- L'avancée du front des connaissances demeure l'objectif premier de la recherche scientifique. L'élaboration de celle-ci doit se faire dans le cadre d'une véritable liberté académique et d'une évaluation exigeante. Elle implique une vraie débureaucratiation.
- Le choix des grandes orientations scientifiques du pays est du ressort de la représentation nationale et des scientifiques. Les organismes de recherche doivent retrouver les missions de structuration nationale et la SNRI doit être supprimée. Le rôle des instances scientifiques composées d'une majorité de pairs élus sera central dans la mise en œuvre et l'évaluation de ces décisions. Les agences technocratiques comme l'ANR, l'AERES devront être supprimées et la LRU remplacée par une autre loi, après un large débat.
- L'objectif doit être d'atteindre 3 % du PIB d'ici 8 ans et, pour ce, faire progresser de 0,1 % par an le ratio recherche/PIB. Cela signifie une croissance budgétaire de 5% par an hors inflation et hors transferts de crédits nécessaires (ANR, CIR).
- Les aides à la recherche privée doivent être transparentes, évaluées et correspondre à un besoin du pays. Elles doivent favoriser des programmes de réindustrialisation, ainsi que les PME innovantes. Le Crédit Impôt Recherche doit être plafonné, profondément réformé et mis au service du développement de la recherche du pays.
- Le système d'Enseignement supérieur et de recherche doit être organisé autour des organismes et des établissements d'enseignement supérieur, dans une coopération conçue dans l'égalité (UMR).
- Des programmes transversaux et/ou pluridisciplinaires pourront se nouer sur la base du volontariat entre les organismes qui en assureront la coordination.
- L'enseignement supérieur et la recherche doivent fonctionner avec des emplois de titulaires de la fonction publique. Un plan pluriannuel de l'emploi scientifique devra être négocié sur la base de 5000 emplois annuels supplémentaires.
- Les salaires doivent être revalorisés de manière à ce que les embauches à Bac +9 se fassent à

hauteur de 2SMIC et non pas 1,2 comme actuellement. Les carrières doivent être améliorées.

### La méthode

Le débat concernant les grands choix devra être ouvert à tous les intéressés. En ce sens l'organisation d'« Assises » de la recherche par le gouvernement et les personnels, comme en 1982, est la meilleure voie. Au-delà, le rôle des organisations représentatives sur la mise en œuvre des propositions qui en sortiront, comme sur tous les grands dossiers, devra être rétabli.

### Les mesures immédiates

Des mesures budgétaires et structurelles transitoires, indiquant l'orientation du gouvernement, devront être prises sans attendre ces Assises.

### Un premier collectif budgétaire en juin 2012 pour :

- Transformer les crédits servant à payer les précaires (ANR, etc.) en emplois statutaires, dans le respect des instances de recrutement.
- Reverser les crédits ANR non encore engagés aux organismes et universités, avec une rallonge significative.
- Faire voter par l'Assemblée nationale, comme première étape, les limitations du CIR comme proposées sans succès par la commission *ad hoc* de l'Assemblée.

### Des mesures structurelles transitoires :

- Mettre à plat le « Grand emprunt » et les Initiatives d'excellence, dissoudre les Fondations de coopération scientifiques liées à ces initiatives.
- Rendre l'évaluation des unités de recherche des organismes aux instances comme le Comité national et les CSS, ainsi que la loi le permet.
- Transformer les PRES en structures de coordination territoriales souples respectant la représentation démocratique avec une proportion significative d'élus directs.
- Supprimer les Alliances et donner aux organismes les coordinations thématiques respectant les Conseils scientifiques élus.
- Stopper la RGPP (Révision générale des politiques publiques) et les suppressions d'emplois.

Dans ce contexte déterminant, nous sommes à votre disposition pour vous donner des informations complémentaires, mais aussi pour entendre vos critiques et vos suggestions quant à ce qu'il conviendrait de faire. ■

(7) [http://www.snscs.fr/article.php3?id\\_article=2784&id\\_rubrique=1645](http://www.snscs.fr/article.php3?id_article=2784&id_rubrique=1645). [http://www.snscs.fr/article.php3?id\\_article=2785&id\\_rubrique=1645](http://www.snscs.fr/article.php3?id_article=2785&id_rubrique=1645).